

Journée d'animation GéoGrandEst PCRS Synthèse des échanges

Interventions de la journée :

- Le PCRS : rappel du cadre technique et réglementaire - Nicolas MAIER (DREAL)
- Les différentes façons de constituer un PCRS - Valentin POITEVIN (GeoFit)
- Le PCRS selon GRDF: stratégie nationale et locale de constitution et de mise à jour - Pierre N'GUYEN TRONG (GRDF)
- Le PCRS selon ENEDIS: stratégie nationale et locale de constitution et de mise à jour - Pascal HENRY / Sébastien MANIERE (ENEDIS)
- Le rôle de l'IGN dans la mise en œuvre du PCRS au niveau national et local - Gérard BLIN (IGN)
- Mise en place du groupe de travail PCRS GéoGrandEst - Antoine RICHARD (Métropole du Grand Nancy) et Jean-Michel JEAUGEY (Communauté d'Agglomération de Chaumont / SDED52)
- Retour d'expérience: mise en œuvre du PCRS à l'Euro métropole de Strasbourg - Sébastien WEHRLE (EMS)
- Retour d'expérience: mise en œuvre du PCRS à Colmar Agglomération Colmar - Jérôme STAUB (CA)
- Retour d'expérience: mise en œuvre du PCRS au Syndicat Départemental d'Energie de l'Aube – Joëlle GUINOT (SDEA 10)

Le PCRS : rappel du cadre technique et réglementaire - Nicolas MAIER (DREAL)

➤ Echéances DT/DICT - PCRS

L'arrêté du 26 octobre 2018, paru au JO le vendredi 30 novembre 2018 modifie l'arrêté du 15 février 2012 (cf. <http://cnig.gouv.fr/?p=19710>).

Ainsi les dates à retenir sont :

1^{er} janvier 2020 : ouvrages souterrains sensibles pour la sécurité implantés dans des unités urbaines au sens de l'INSEE pour le point 6 de l'article 7 (DT-DICT) ;

1^{er} janvier 2026 : ouvrages souterrains sensibles et non sensibles pour la sécurité implantés sur l'ensemble du territoire pour les points 6 et 7 de l'article 7 (DT-DICT et PCRS)

1^{er} janvier 2032 : ouvrages souterrains implantés sur l'ensemble du territoire

➤ Autorité publique locale compétente (ALC)

- Différentes collectivités peuvent être ALC : Métropole, EPCI, Département, Région...
- Le protocole national précise les modalités permettant aux acteurs du territoire de s'accorder.
- Une ALC à l'échelle départementale semble très intéressante car permet d'avoir du poids pour négocier avec des opérateurs.

- La réalisation d'un PCRS va au-delà des DT DICT et de la maîtrise des données cartographiques. C'est un véritable outil de gestion du territoire permettant aux élus de le gérer en responsabilité.
- Si aucune ALC ne se positionne sur un territoire d'ici à 2026, il n'y aura simplement pas de PCRS.

Les différentes façons de constituer un PCRS - Valentin POITEVIN (GeoFit)

➤ **Obligation de certification :**

Comment confier une mission à une société de manière sereine ? Comment retenir la société la mieux disante compte-tenu de la nouveauté de ces marchés ?

A titre d'exemple, dans le **Maine-et-Loire, le porteur du projet s'est appuyé** sur une AMO maîtrisant le projet à mener.

Une certification est-elle prévue pour les entreprises ? Non, aucune certification n'est prévue.

➤ **Mise à jour du PCRS**

Différentes modalités existent selon la stratégie adoptée : avec du lidar ou de l'aérien, avec un drone pour de petites surfaces mais apparaît compliqué en milieu urbain sauf pour de nouvelles zones à construire ; selon l'échelle de temps visée.

Par exemple, la Carene (St Nazaire Agglomération) réalise la mise à jour en continu pour des raisons compte tenu de l'évolution de son territoire et parce que l'autorité se positionne responsabilité par rapport à la sécurité.

Le PCRS selon GRDF: stratégie nationale et locale de constitution et de mise à jour - Pierre N'GUYEN TRONG (GRDF)

L'ALC contractualise pour la réalisation d'un PCRS et non GRDF qui peut éventuellement faire du contrôle. On note l'émergence de prestataires capables de faire du PCRS sur de grands territoires.

Le PCRS selon ENEDIS: stratégie nationale et locale de constitution et de mise à jour - Pascal HENRY / Sébastien MANIERE (ENEDIS)

- Des modèles de convention pourront être diffusés sous réserve d'accord du CRAIG.
- Un PCRS peut être établi à partir d'un mix de données vecteur et raster. Par exemple, pour un centre urbain dense, les données vecteur viennent se poser sur de l'ortho-photo très précise.
- Dans un partenariat de production, il convient de trouver le dénominateur commun à l'ensemble des partenaires pour définir la stratégie de production. Plus on est nombreux, plus c'est compliqué.
- La photogrammétrie intéresse au-delà du PCRS, sa couverture est plus complète et moins coûteuse que le Lidar.
- La stratégie de mise à jour est un compromis entre le délai, le coût et la précision. Des couvertures ponctuelles peuvent être réalisées en cas d'urgence.

Le rôle de l'IGN dans la mise en œuvre du PCRS au niveau national et local - Gérard BLIN (IGN)

L'IGN, dans le cadre d'un partenariat, pourra participer techniquement à un projet PCRS image départemental (assistance technique, AMO, Contrôle qualité, etc..). Cette participation pourra être prise en

charge par l'IGN dans la limite financière de ce qu'il dépense pour constituer la couche image du RGE® (de l'ordre de 20 €/km²) et sous condition que l'ortho-image résultante soit libre de droit.

Mise en place du groupe de travail PCRS GéoGrandEst - Antoine RICHARD (Métropole du Grand Nancy) et Jean-Michel JEAUGEY (Communauté d'Agglomération de Chaumont / SDED52)

- A noter : le groupe projet est ouvert à tous. N'hésitez pas à vous inscrire.
- Comment atteindre les EPCI pour le questionnaire qui ont peu répondu ? Peut-on utiliser la base de données du protocole pour compléter les contacts ? @GéoGrandEst cherche une solution.
- Un mail spécifique pour appel à participation au groupe projet sera réalisé de manière large.
- Rappel, le questionnaire est toujours ouvert pour ceux qui souhaitent y répondre ?

Retour d'expérience: mise en œuvre du PCRS à l'Euro métropole de Strasbourg - Sébastien WEHRLE (EMS)

- A noter :
 - SIM = gestion intelligente de gestion des infrastructures (sol et sous-sol)
 - BIM = gestion intelligente et 3D des bâtiments
- Quelle est selon vous la meilleure méthode pour la mise à jour (maj) ? Soit on fait plus souvent mais en qualité moindre, soit on échelonne sur un temps plus long ou on change de technique en passant sur du mobile mapping permettant d'avoir des données supplémentaires et levés laser terrestres.
- L'EMS vend ses données PCRS, peut le faire car il s'agit d'une copropriété public / privé et compte-tenu de la réglementation (dérogation de la loi PSI) lié à la nécessité de disposer de financements externes pour garantir la pérennité des données.

Retour d'expérience: mise en œuvre du PCRS à Colmar Agglomération Colmar - Jérôme STAUB (CA)

Quelle est la taille des équipes ? 6,6 ETP au SIG de l'agglomération dont 3,3 ETP sur les opérations foncières. Sur le PCRS, 1 ETP et bientôt 2 avec pour objectif de couvrir le territoire en 2026.

Retour d'expérience: mise en œuvre du PCRS au Syndicat Départemental d'Energie de l'Aube – Joëlle GUINOT (SDEA 10)

- Avez-vous fait des démarches pour vous déclarer comme ALC ? C'est une compétence inscrite dans l'arrêté du syndicat à défaut d'initiative d'autres acteurs.
- Si un acteur régional déploie de la fibre optique, comment faites-vous ? Il sera invité à signer une convention avec le financement qui va avec. La fibre optique n'est pas considérée comme un réseau sensible. Le délégataire Losange est en contact avec le SDEA10 qui autorise l'utilisation des fourreaux.
- Arrivez à 100% en classe A sur une commune? Pour les entités urbaines c'est l'objectif.
- Quel est le coût du mètre linéaire de détection ? La détection de géo-référencement du réseau est de 50 centimes.

Intervention du syndicat de la Marne :

- La démarche a consisté à repartir de la capitalisation d'Enedis ;
- Le syndicat a intégré des EPCI à la démarche. Le conseil est de limiter les acteurs au démarrage pour faciliter la mise en place du dénominateur commun (7 EPCI + ENEDIS et GRDS) => environ 300 communes dont toutes de plus de 2000 hab. D'autres partenaires seront associés plus tard en vue d'une couverture départementale ;
- Technique = photo aérienne ;
- Le syndicat se positionne pour être le gestionnaire du PCRS ;
- Réflexion à faire sur le périmètre de la donnée : 1 donnée créée = 1 donnée à mettre à jour ;
- Attention, des acteurs ont dans leur tiroir des données existantes qui peuvent être des données d'attente et servir pour les conventions (ex BDU des communes).